

« Il est évident que les Congolais sont contre la MONUSCO »

Le présent article a été traduit de l'Anglais par Pierre Tonye Likeng. Vous pouvez accéder à la version originale en cliquant [ici](#).

Critiquée, la MONUSCO a vu son mandat renouvelé. Bien que la nouvelle soit favorablement accueillie par la communauté internationale, la mission, elle, n'a pas réussi à asseoir sa légitimité à l'échelle locale.

«Pour moi personnellement, c'est une mauvaise nouvelle et cela me fait très mal », déclare Fabrice Kighoma, un activiste Congolais basé à Goma, dans l'Est de la République Démocratique du Congo, suite à la décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies de proroger d'un an, jusqu'au 20 décembre 2022, le mandat de sa mission de paix. Si la nouvelle a été favorablement accueillie sur la scène internationale, plusieurs citoyens, au Congo même, se sont sentis déçus par les décideurs de New-York.

Précédemment connue sous le nom de MONUC, la *Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO)* est présente en RDC depuis 1999. Considérée au départ comme une mission d'observation plutôt passive, elle est devenue l'une des opérations de paix onusiennes les plus coûteuses, les plus militarisées et sans doute les plus controversées à ce jour. Elle a pour mission principale de protéger les populations civiles contre les groupes armés et soutenir les efforts déployés par le gouvernement pour stabiliser l'Est de la RDC. Cependant, depuis ses débuts, l'histoire de la MONUSCO dans la région a été remplie de défis, de contestations et de résistance.

Des manifestations qui tournent à la violence

En 2004, Laurent Nkunda prend le contrôle de Bukavu dans le Sud Kivu. Son armée commet un grand nombre de crimes de guerre, notamment des meurtres et des viols de civils. En réaction, des milliers d'étudiants organisent des manifestations de masse devant les bureaux de la MONUC à Kinshasa, reprochant à la Mission son incapacité à prévenir ces atrocités. Alors que le mandat initial de la MONUC était d'appuyer la mise en œuvre de l'accord de cessez-le feu de Lusaka pour mettre un terme à la seconde guerre du Congo, l'approche adoptée par la MONUSCO se veut davantage globale et rigoureuse. La protection active des civils constitue désormais la priorité absolue de l'opération. Néanmoins, les meurtres se poursuivront, tout comme les manifestations.

Les événements tragiques survenus à Béni en novembre 2019 sont sans doute les plus mémorables: suite à des attaques perpétrées par les rebelles des "Forces Démocratiques Alliées" (ADF), les manifestations contre la passivité décriée de la MONUSCO prennent une tournure violente. Plusieurs manifestants tombent sous les balles non seulement des forces de police locales, mais aussi des soldats de la MONUSCO.

La dernière vague de protestation observée entre juillet et août 2022 a fait les grands titres de la presse internationale. Mme Bintou Keita, Cheffe de la MONUSCO, déclarera que la Mission pourrait atteindre les limites de ses capacités opérationnelles dans la lutte contre les rebelles du M23, ce qui poussera Modeste Bahati Lukwebo, Président du Sénat congolais, à prononcer un discours exhortant la MONUSCO à « [faire ses bagages](#) » et à quitter le pays. Un jour plus tard, des images des jeunes brûlant le drapeau de la MONUSCO à Butembo circuleront sur les réseaux sociaux. Et ils ne seront pas les seuls : dans un contexte marqué par une offensive en cours du M23 et la persistance des actes de violence par d'autres groupes armés, les populations exprimeront leur colère dans la rue non seulement à Goma, mais aussi à Sake, Butembo, Beni et Rutshuru.

Et, une fois de plus, les protestations vont dégénérer en actes de violence. Alors que les groupes de la société civile ont appelé à des marches de protestation pacifiques, certaines personnes se livrent au pillage des installations et des bureaux de la MONUSCO à Goma, une situation qui entraîne l'évacuation du personnel. Des manifestants seront abattus -à en croire certaines sources- à la fois par les forces de sécurité et par les soldats de la MONUSCO, chose qui envenimera davantage la situation. Dans la ville frontalière de Kasindi, les soldats de la MONUSCO ouvrent le feu en tentant de rentrer au Congo, tuant au moins deux personnes. Le Secrétaire Général des Nations unies, António Guterres, demandera qu'une enquête soit menée dans les meilleurs délais. Les soldats concernés font en ce moment l'objet d'une enquête judiciaire dans leur pays d'origine. Au Congo cependant, cet incident débouchera sur de nouvelles manifestations contre la « [barbarie orchestrée par les casques bleus de la MONUSCO](#) ». Au moins cinq casques bleus seront tués et de nombreux manifestants abattus ou blessés.

Une mauvaise réputation

Ces exemples illustrent le niveau de dégradation des relations entre les citoyens congolais et les acteurs sensés les protéger. Alors que certains Congolais des zones rurales estiment que la MONUSCO représente effectivement l'unique bouclier contre les groupes armés, d'autres caillassent tout véhicule de la Mission qui entre dans leur village. En mai 2022 en effet, l'opération s'est heurtée à une forte résistance dans une ville appelée Mambasa (dans l'Ituri), une situation qui a contraint les soldats au retrait après quelques jours seulement.

La MONUSCO soutient officiellement toute manifestation pacifique, car constituant un droit démocratique. Dans le même temps, les responsables ont critiqué les hostilités ouvertes en les qualifiant de contre-productives. Lors d'une [conférence de presse](#) organisée à la suite des violences de juillet-août, le Chef adjoint de la MONUSCO, Khassim Diagne, a souligné que la grande majorité des Congolais sont en effet favorables à la présence de la Mission dans le pays. Selon ce dernier, il convient d'établir une distinction entre les manifestants pacifiques dotés d'une vision politique et des criminels qui commettent des actes de pillage et de vandalisme. De manière générale, M. Diagne affirme que la MONUSCO doit améliorer sa communication face à l'incapacité de plusieurs Congolais à comprendre son mandat et ses limites.

Cet argument, cependant, est perçu par de nombreux Congolais comme une nouvelle insulte. Il est certain que la désinformation et, dans certains cas les « fake news » diffusés sur la MONUSCO, ont contribué à détériorer la réputation des casques bleus. Mais ce qui pourrait lui être davantage préjudiciable, ce sont les nombreux reportages faisant état de citoyens tués devant ses bases. Au cours de mes recherches à Goma, j'ai écouté de nombreux témoignages de Congolais ayant perdu leurs amis, parents ou voisins à quelques centaines de mètres seulement des bases de la MONUSCO. Dans son article intitulé [Je pleure Angelina](#), l'universitaire Congolais Alex Ntung explique comment il a désespérément sollicité les responsables de la MONUSCO pour la protection de ses proches dans un village où l'armée congolaise aurait elle-même commis des atrocités de masse. En réponse, les chefs d'unité lui auraient demandé de ne pas s'inquiéter car « en Afrique, les gens sont solidaires », et que sa famille pourrait sûrement compter sur l'assistance des autorités locales. Bien que ce cas soit très spécifique, il est à bien des égards représentatif des exemples tragiques qui expliquent pourquoi certains Congolais ont perdu confiance en la MONUSCO. En effet, [d'après un sondage](#) réalisé dans les différentes provinces où la MONUSCO est présente, tout au plus 19% des citoyens à Mambasa et seulement 1% à Walikale sont optimistes sur la capacité de la Mission à les protéger. À maintes reprises j'ai entendu *watu wamechoka* (nous sommes fatigués) : les populations aspirent à une sortie de crise.

Finalement, le mandat de la MONUSCO a été prolongé d'une année. Peu de temps après, la Mission permanente des États-Unis auprès de l'ONU, connue comme le plus grand soutien financier de la MONUSCO, déclarera que la Mission « [ne va pas rester éternellement en RDC](#) ». Pourtant, selon les responsables, un futur retrait doit être minutieusement planifié pour « *éviter d'exposer les populations*

déjà vulnérables à de plus grands risques ». Dans le même temps, le Conseil de Sécurité des Nations unies a décidé d'assouplir l'embargo sur les armes à destination de la RDC, même si de nombreux Congolais pensent qu'il s'agit d'un autre compromis mitigé négocié à New York.

La nécessité d'un changement profond

Le renouvellement du mandat de la MONUSCO n'est peut-être pas une surprise, mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une déception pour certains. Pour d'autres, ceux qui comptent en fait sur la protection de la MONUSCO, cette nouvelle apporte un soulagement. Si le gouvernement congolais est officiellement favorable à la présence de la MONUSCO au Congo, Steward Muhindo, activiste et chercheur basé à Goma, estime pour sa part que ce point de vue ne reflète pas la volonté du peuple lui-même : *« Je pense que cette décision est non démocratique. Il est évident que le peuple congolais rejette la MONUSCO. En décidant du renouvellement du mandat de la MONUSCO, ils ne consultent pas le peuple. Je ne vois aucun mécanisme par lequel ces derniers essaient de comprendre les raisons du rejet de la MONUSCO par la société civile. L'ONU devrait essayer d'écouter le peuple et non seulement les dirigeants »*.

Alors, comment faire avancer les choses? Malheureusement, de nombreux Congolais pensent qu'en l'absence d'un changement de fond, le cycle de la violence est appelé à se reproduire. Muhindo pense d'ailleurs que *« la situation sécuritaire restera ce qu'elle est actuellement et la MONUSCO continuera à ne rien faire »*. Le peuple congolais a exprimé son insatisfaction quant aux opérations en cours de la MONUSCO, souvent avec des conséquences tragiques. Il convient toutefois de reconnaître que si la communauté internationale peut se réjouir du maintien de l'ONU dans la région, la Mission, elle, n'a pas réussi à se forger une légitimité à l'échelle locale. Les protestations en cours montrent assez clairement que l'approbation du gouvernement ne suffit plus. Comme l'affirme Anjali Dayal, Professeur adjoint à l'Université Fordham, [*«l'obtention d'un consentement à plusieurs niveaux est essentielle au succès durable des opérations de paix onusiennes et dans la recherche de solutions politiques durables aux conflits'.*](#) En cette année électorale 2023, la MONUSCO et le gouvernement congolais ont l'opportunité -et même le devoir - d'écouter et de démontrer leur capacité à apprendre et réaliser un changement permettant d'évoluer vers la sécurité et la prospérité régionales.